

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR 2017-2018

« Le règlement est semblable aux rites d'une religion, qui semblent absurdes, mais qui façonnent les hommes. »

(Antoine de Saint-Exupéry dans "Vol de Nuit")

I. INTRODUCTION

A. Raison d'être de ce ROI¹

Un règlement d'ordre intérieur est presque par définition un texte dense, compliqué et finalement ... bien peu attrayant.

Des « devoirs », des « obligations », des « sanctions », des « interdictions » ... Pourquoi ? Tout simplement parce que dans toute vie sociale il y a des règles permettant de créer une atmosphère de confiance, de respect et de responsabilité.

Les sanctions et autres mentions se référant explicitement aux devoirs des élèves ne devraient avoir qu'un rôle subordonné et secondaire. La discipline doit se développer principalement à travers la responsabilité et le consentement.

Pour remplir sa mission, l'école doit organiser, avec ses différents intervenants, les conditions de la vie en commun pour que chacun

- trouve un cadre de vie favorable au travail et à l'épanouissement personnel,
- puisse vivre harmonieusement les relations entre les personnes et la vie en société,
- apprenne à respecter les autres dans leur individualité et dans leurs activités.

Ceci suppose que soient définies certaines règles. Elles sont à mettre en résonance avec les projets éducatif et pédagogique de l'établissement.

Ce règlement s'applique donc à tous les élèves fréquentant l'établissement, y compris les élèves majeurs.

Il ne dispense ni les élèves, ni leurs parents ou la personne responsable de se conformer aux textes légaux, règlements et instructions administratives qui les concernent, ainsi qu'à toute note ou recommandation émanant de l'établissement.

B. Identification de l'établissement

Le Pouvoir Organisateur, Centre d'Enseignement Notre-Dame des Champs, asbl, dont le siège social se situe 143 rue Edith Cavell à Uccle, 1180 Bruxelles, affirme que l'école appartient à l'enseignement confessionnel et plus précisément à l'Enseignement Catholique.

C. Organisation de l'enseignement dans l'établissement

Le Pouvoir Organisateur s'est engagé à l'égard des parents à enseigner et à éduquer les élèves en faisant référence à Jésus-Christ et aux valeurs de l'Evangile.

Les projets éducatif et pédagogique du Pouvoir Organisateur expliquent comment ceux-ci entendent soutenir et mettre en œuvre le projet global de l'Enseignement Catholique.

L'enseignement dispensé dans l'école est l'enseignement ordinaire de plein exercice, régi par la loi du 19 juillet 1991 et par l'Arrêté Royal du 29 juin 1984, tels que modifiés.

¹ NB : Le présent règlement est d'application pour l'année scolaire en cours. Il pourrait être amendé par suite de modifications imposées par décret. Dans ce cas, les parents seront avertis des changements.

II. LE REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

L'INSCRIPTION

A. Comment s'inscrire régulièrement ?

Toute demande d'inscription d'un élève émane des parents, de la personne légalement responsable ou de l'élève lui-même s'il est majeur.

Elle peut également émaner d'un tiers pour autant que celui-ci puisse se prévaloir d'un mandat exprès d'une des personnes visées à l'alinéa 1 ou d'un document administratif officiel établissant à suffisance son droit de garde.

Les conditions d'inscription au 1^{er} degré sont soumises à décret et donc susceptibles d'être modifiées chaque année. Pour les autres degrés, la demande d'inscription est introduite auprès de la direction de l'établissement au plus tard le premier jour ouvrable du mois de septembre. Pour les élèves (provenant d'un autre établissement) faisant l'objet d'une seconde session, l'inscription est prise au plus tard le 15 septembre inclus.

Pour des raisons exceptionnelles et motivées, soumises à l'appréciation du chef de l'établissement, l'inscription peut être prise jusqu'au 30 septembre inclus. Au-delà de cette date, seul le Ministre peut accorder une dérogation à l'élève qui, pour des raisons exceptionnelles et motivées, n'est pas régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement.

Avant l'inscription, l'élève et ses parents ont pu prendre connaissance des documents suivants :

1. le projet éducatif et le projet pédagogique du Pouvoir Organisateur,
2. le projet d'établissement qui en est la mise en œuvre concrète,
3. le règlement des études,
4. le règlement d'ordre intérieur.

Par l'inscription de l'élève dans l'établissement, les parents et les élèves acceptent les projets éducatif et pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur et y adhèrent intégralement.

Nul n'est admis comme élève régulier s'il ne satisfait pas aux conditions fixées par les dispositions légales, décrétales et réglementaires fixées en la matière.

L'élève n'acquiert la qualité d'élève régulièrement inscrit dans l'établissement que lorsque son dossier administratif est complet et qu'il s'est acquitté, s'il échet, du droit d'inscription spécifique pour certains élèves et étudiants étrangers, dont le montant est fixé conformément aux dispositions légales, décrétales et réglementaires en la matière.

Sont de plein droit exemptés du droit d'inscription spécifique, les élèves et les étudiants de nationalité étrangère, admis à séjourner plus de trois mois ou autorisés à s'établir en Belgique, en application des articles 10 et 15 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par la loi du 28 juin 1984 ».

L'inscription dans un établissement d'un élève majeur (ou qui le devient dans le courant de l'année scolaire) est subordonnée à la condition qu'il signe au préalable, avec le chef d'établissement, un écrit par lequel les deux parties souscrivent aux droits et obligations figurant dans le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur.

Un établissement n'est pas tenu d'inscrire un élève majeur qui a été exclu définitivement d'un établissement scolaire alors qu'il était majeur. ***Lors d'une inscription au sein d'un premier ou second degré de l'enseignement secondaire, l'élève majeur sera informé de son obligation de prendre contact avec le chef d'établissement ou avec le centre PMS compétent afin de bénéficier d'un entretien d'orientation et d'élaborer un projet de vie scolaire et professionnelle. Un entretien entre cet élève et un membre du centre PMS est réalisé au moins une fois par an. Une évaluation de la mise en œuvre et du respect de ce projet est réalisée et communiquée par le chef d'établissement ou le centre PMS au conseil de classe lors de chaque période d'évaluation scolaire.***

Renseignements pratiques :

Les demandes d'inscription se prennent via le site de l'école www.e-ndc.org, à l'exception de celles qui concernent l'entrée en 1^{ère} année et 2^{ème} année qui sont soumises à une réglementation particulière.

Dans le courant de l'année scolaire, après examen du dossier scolaire et du choix exprimé, et dans la mesure des places encore disponibles, l'inscription peut devenir effective.

Les documents à fournir sont :

- la photocopie recto verso de la carte d'identité de l'élève,
- la photocopie de la carte d'identité des parents,
- pour une entrée en 1^{ère} : le certificat d'études de base (document original, signé par l'élève)
- pour tous : le bulletin de la dernière année comportant l'avis final du conseil de classe,
- pour tous : la feuille d'adhésion aux projets et règlements, dûment signée,
- pour les élèves de nationalité étrangère ou ayant poursuivi leurs études à l'étranger, des documents spécifiques seront à fournir pour valider l'inscription.

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus au secrétariat de l'école.

Les inscriptions peuvent être clôturées avant le 1er jour ouvrable du mois de septembre.

B. La reconduction des inscriptions

Dans les limites du respect des échéances fixées par l'établissement scolaire pour la reconduction de son inscription, l'élève inscrit régulièrement le demeure jusqu'à la fin de sa scolarité, sauf :

- lorsque l'exclusion de l'élève est prononcée, dans le respect des procédures légales, au plus tard le 5 septembre,
- lorsque les parents ont fait part, dans un courrier au chef d'établissement, de leur décision de retirer l'enfant de l'établissement,
- lorsque l'élève n'est pas présent le jour de la rentrée scolaire, sans justification écrite.

Au cas où les parents et/ou l'élève ont un comportement marquant le refus d'adhérer aux différents projets et règlements repris ci-dessus, le Pouvoir Organisateur se réserve le droit de refuser la réinscription de l'élève l'année scolaire suivante, et cela dans le respect de la procédure légale.

En cas de **réorientation** ou de **redoublement** en fin d'année scolaire, l'élève doit impérativement remplir une nouvelle feuille de reconduction d'inscription **au plus tard l'avant dernier jour ouvrable du mois de juin, avant 11h00**. A défaut, le choix de l'élève ne sera accepté qu'en fonction des places jugées disponibles par la direction.

C. Changement d'école

Le changement d'établissement est autorisé pendant toute la scolarité de l'élève dans le respect de la notion d'élève régulier.

Toute demande de changement d'établissement émane des parents, de la personne légalement responsable ou de l'élève lui-même s'il est majeur.

Dispositions particulières pour les élèves du premier degré :

Un élève du premier degré peut systématiquement changer d'établissement scolaire jusqu'au 30 septembre sauf s'il était déjà inscrit dans le premier degré l'année scolaire précédente.

Dans ce dernier cas, toute demande de changement d'établissement, même formulée avant le 30 septembre, se fera via le formulaire prévu à cet effet et nécessitera de correspondre aux motifs énoncés ci-après.

1. Ceux, expressément et limitativement, énumérés à l'article 79 §4 du décret « missions »

- le changement de domicile ;
- la séparation des parents entraînant un changement du lieu d'hébergement de l'élève ;
- le changement répondant à une mesure de placement prise par un magistrat ou par un organisme agréé en exécution de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou répondant à une mesure d'aide prise dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide de la jeunesse ;
- le passage d'un élève d'un établissement à régime d'externat vers un internat et vice versa ;
- la suppression de la cantine scolaire, d'un service de transport gratuit ou non, ou des garderies du matin et/ou du soir, si l'élève bénéficiait de l'un de ces services et si le nouvel établissement lui offre ledit service ;

- l'accueil de l'élève, à l'initiative des parents, dans une autre famille ou dans un centre, pour des raisons de maladie, de voyage ou de séparation des parents ;
- l'impossibilité pour la personne qui assurait effectivement et seule l'hébergement de l'élève de la maintenir dans l'établissement choisi au départ, en raison de l'acceptation ou de la perte d'un emploi (une attestation de l'employeur doit être jointe à la demande de changement d'établissement)
- l'exclusion définitive de l'élève

2. En cas de force majeure ou de nécessité absolue et dans l'intérêt de l'enfant.

On entend notamment par nécessité absolue, les cas où l'élève se trouve dans une situation de difficulté psychologique ou pédagogique telle qu'un changement d'établissement s'avère nécessaire.

Dans ce cas, le chef d'établissement a un pouvoir d'appréciation quant à l'opportunité du changement. En cas d'avis défavorable de sa part quant à cette demande, une procédure de recours est prévue sous l'autorité du service d'inspection concerné.

Lorsqu'un changement d'établissement est autorisé pour un élève, l'autorisation peut aussi valoir pour ses frère(s) et sœur(s) ou pour tout autre mineur vivant sous le même toit.

D. Conséquences de l'inscription scolaire

L'inscription concrétise un contrat entre l'élève, ses parents et l'école. Ce contrat reconnaît d'une part des droits à l'élève ainsi qu'à ses parents: bénéficier au travers de l'enseignement proposé, d'une formation de qualité dispensée dans des conditions optimales afin d'accéder aux études supérieures. (Soutien scolaire, éducationnel, relationnel). . Il comporte également des obligations.

1. Obligations pour l'élève

En termes de droit, l'élève a droit à un enseignement de qualité, dispensé dans des conditions optimales. L'élève a droit à un soutien scolaire, éducationnel et relationnel.

Ces droits imposent des responsabilités comme :

1.1 La présence dans l'école

L'élève est tenu d'assister à tous les cours et activités pédagogiques. Toute dispense éventuelle ne peut être accordée que par la direction ou son délégué après demande dûment justifiée. Cette présence doit s'assortir d'une participation active qui suppose diverses attitudes de la part de l'élève :

- Arriver à l'heure aux cours
- Être en possession du matériel nécessaire pour suivre efficacement tous les cours
- Organiser régulièrement son travail, tenir ses cours en ordre, respecter les échéances des travaux
- Respecter les temps d'attention et d'écoute pour s'approprier la matière
- Collaborer avec les enseignants et les autres élèves afin de se montrer acteur de sa réussite scolaire.

- ...

1.2 La tenue des documents administratifs

Les élèves sont tenus d'être en **possession de leur carte d'étudiant**. Elle peut être exigée par toute personne membre de l'établissement.

Les élèves tiennent un **journal de classe** mentionnant, de façon succincte mais complète, d'une part l'objet de chaque cours et d'autre part, toutes les tâches qui leur sont imposées à domicile et le matériel nécessaire aux prochains cours. Le journal de classe mentionne l'horaire des cours et les activités pédagogiques et parascolaires.

Les élèves sont tenus de présenter leur journal de classe à toute personne de l'établissement qui en fait la demande.

Le Service de Validation des Titres et l'Inspection doit pouvoir constater que le programme des cours a effectivement été suivi et que l'élève a réellement poursuivi ses études avec fruit. Les pièces justificatives nécessaires à l'exercice du contrôle d'une de ces deux instances, en particulier le journal de classe, les cahiers, les travaux écrits, tels que devoirs, compositions et exercices faits en classe ou à domicile, doivent être conservés par l'élève et ses parents **avec le plus grand soin** jusqu'à l'homologation du certificat. Une vérification sera effectuée par les professeurs avant la session de juin.

En outre, sous la conduite et le contrôle des professeurs, les élèves de la **1^{ère} à la 4^{ème}** conservent précieusement un répertoire d'interrogations et de contrôles de synthèse.

Pour les élèves de **5^{ème} et 6^{ème}** années seulement, **l'école** conserve les documents écrits des bilans et des contrôles de synthèse dans ses archives. Ceux-ci ne peuvent être emportés.

2. Obligations pour l'élève majeur

La responsabilité et les diverses obligations des parents ou de la personne responsable, prévues dans le présent règlement d'ordre intérieur deviennent celles de l'élève lorsque celui-ci est majeur. Les parents de l'élève majeur restent cependant les interlocuteurs privilégiés de l'équipe éducative lorsque ceux-ci continuent, malgré la majorité de l'élève, à prendre en charge sa scolarité.

3. Obligations pour les parents ou la personne investie de l'autorité parentale :

Sur base légale (29/06/83), le respect de l'obligation scolaire incombe aux parents. Il consiste à :

- Veiller à ce que l'élève fréquente régulièrement et assidûment l'établissement.
 - Faciliter la gestion de l'école en respectant toutes les dispositions en matière d'absence, de retard et de remise de documents soumis à signature.
 - Participer au suivi scolaire de l'élève en utilisant les moyens de communication prévus : journal de classe et carnet de bord (premier degré) vérifiés chaque semaine, site de l'école.
 - Honorer les rendez-vous pris avec les membres de la communauté éducative.
 - Venir personnellement aux rencontres pédagogiques organisées lors des remises de bulletin
 - Avertir l'Etablissement des éventuels changements d'adresse ou de numéro de portable.
 - Collaborer activement à l'application de ce ROI.
- En outre, les parents de l'élève s'il est mineur, ou lui-même s'il est majeur, par le seul fait de la fréquentation de l'école s'engagent à s'acquitter des frais scolaires assumés par l'établissement au profit des élèves et dont le montant peut être réclamé dans le respect des dispositions décrétales en la matière.
- Les factures de l'école seront acquittées dans les 30 jours (trente) de la date de facturation. Toute facture impayée sera soumise de plein droit et sans mise en demeure à un intérêt moratoire avec un minimum de 12% (douze) par an à compter de la date de facture. En outre, un dédommagement sera appliqué de plein droit et sans mise en demeure. Ce dédommagement ne sera en aucun cas inférieur à 15% (quinze) du montant des factures ni inférieur à 50,00€ (cinquante euros). Toute facture impayée à l'échéance rend, de plein droit et sans mise en demeure, l'ensemble des factures impayées, mêmes non échues, immédiatement exigibles.

LA VIE AU QUOTIDIEN

E. L'organisation scolaire

1. Ouverture de l'école

L'école est ouverte dès 7h30. Les élèves restent dans le hall d'accueil jusqu'à ce qu'une surveillance puisse être assurée dans les autres endroits habituels, c'est à dire à partir de 8h00. L'école n'assume aucune responsabilité pour les actes commis par les élèves avant 8h00 en dehors du hall d'accueil.

2. Rassemblement et prise des présences

Les rassemblements des groupes sont des moments importants !

Ils ont lieu :

- le matin à 8h25
- l'après-midi à 13h55.

Les élèves se rangent en silence, par classe et par ordre alphabétique pour la gestion cohérente de la prise des présences, convocation d'élèves, communication à faire passer, etc.

Les cours se donnent:

- le matin jusqu'à 13h00 au plus tard
- l'après-midi jusqu'à 16h30 au plus tard.

3. Horaire et changements d'horaire

Entre 8h25 et 16h30, les élèves restent disponibles pour tout changement d'horaire éventuel. L'horaire des élèves est noté au journal de classe et signé par les parents. L'élève doit les prévenir quand un changement d'horaire a lieu.

Les élèves qui ont une «heure d'étude» dans leur horaire habituel suivent les instructions reprise sur le plan de remplacement affiché dans le hall chaque matin.

4. En cas de retard

Toute absence non justifiée inférieure à 50 minutes n'est pas considérée comme une absence mais comme un retard et sanctionnée comme tel en application du règlement d'ordre intérieur.

A 8h25 et à 13h55, ainsi qu'à toutes les autres heures de cours, un élève en retard ne peut être admis en classe que sur présentation d'un *admittatur*.

A chaque heure de cours, les élèves en retard se présentent obligatoirement munis de leur carte d'étudiant auprès de leur éducateur ; en cas d'absence de celui-ci, auprès de la CPE

De la 1ère à la 6ème année, l'élève qui accumule quatre retards le même mois est sanctionné.

De la 4ème à la 6ème année, l'élève qui accumule quatre retards le même mois est sanctionné par une retenue le dernier mardi du mois, La durée de cette retenue est fonction du nombre de retards accumulés. Elle dure au minimum 50 minutes à partir de 15h40

La confiscation de la carte de sortie peut également être appliquée en cas de retards récurrents, pour une durée déterminée par l'éducateur.

S'il y a récurrence, le cas est soumis à la direction ou son délégué qui apprécie la sanction.

5. En cas d'absence de l'élève

5.1. Pour toute absence, même d'un 1/2 jour, les parents ou l'élève majeur téléphonent le plus tôt possible à l'éducateur ou à la CPE en indiquant la date probable de la reprise des cours. Un certificat médical est obligatoire pour toute absence de plus de 3 jours. Les parents ou l'élève majeur sont tenus de justifier l'absence à partir d'un 1/2 jour, en remplissant le billet détachable du Journal de Classe, signé, daté et dûment motivé.

Pour que les motifs soient reconnus valables, les documents mentionnés ci-dessus doivent être remis à l'éducateur de groupe, au plus tard le lendemain du dernier jour d'absence lorsque celle-ci ne dépasse pas 3 jours, et au plus tard le 4e jour d'absence dans les autres cas.

5.2 Sont considérées comme justifiées, les absences motivées par :

- l'indisposition ou la maladie de l'élève couverte obligatoirement par un certificat médical ou une attestation délivrée par un centre hospitalier,
- la convocation délivrée par une autorité publique ou la nécessité pour l'élève de se rendre auprès de cette autorité qui lui délivre une attestation,
- le décès d'un parent ou allié de l'élève, au premier degré ; l'absence ne peut dépasser 4 jours,
- le décès d'un parent ou allié de l'élève, à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que l'élève ; l'absence ne peut dépasser 2 jours,
- le décès d'un parent ou allié de l'élève, du 2^{ème} au 4^{ème} degré n'habitant pas sous le même toit ; l'absence ne peut dépasser 1 jour,
- la participation de l'élève, à un séjour scolaire individuel reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- la participation des élèves jeunes sportifs de haut niveau ou espoirs à des activités de préparation sportive sous forme de stages ou d'entraînement et de compétition ; l'absence ne peut dépasser 30 demi-journées, sauf dérogation (article 4,§1^{er}, 6. Arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 23/11/1998),
- la participation des élèves non visés au point précédent, à des stages ou compétitions reconnues par la fédération sportive à laquelle ils appartiennent, le nombre total d'absences justifiées ne peut dépasser 20 demi-journées par année scolaire,
- la participation des élèves, non visés aux deux points précédents, à des stages, événements ou activités à caractère artistique organisés ou reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le nombre total d'absences justifiées ne peut dépasser 20 demi-journées par année scolaire

→ Dans ces trois derniers cas, la durée de l'absence doit être annoncée au chef d'établissement au plus tard une semaine avant le stage, la compétition, l'événement ou l'activité à l'aide de l'attestation de la fédération sportive compétente ou de l'organisme compétent à laquelle est jointe, si l'élève est mineur, une autorisation de ses responsables légaux.

Les motifs autres que ceux repris ci-dessus sont laissés à l'appréciation du chef d'établissement pour autant qu'ils relèvent de cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles liés à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève ou de transports. Leur nombre ne peut être supérieur à **16 demi-jours** au cours de l'année scolaire. Si le chef d'établissement décide de ne pas prendre en compte le motif avancé par les parents ou l'élève majeur, il les informe que le(s) demi-jour(s) concerné(s) est (sont) repris en absence injustifiée.

Les parents ou l'élève majeur sont tenus de fournir une justification écrite de l'absence (même d'un 1/2 jour), signée, datée et dûment motivée.

Pour que les motifs soient reconnus valables, les documents mentionnés ci-dessus doivent être remis à l'éducateur de groupe, **au plus tard** le lendemain du dernier jour d'absence lorsque celle-ci ne dépasse pas 3 jours, et au plus tard le 4^e jour d'absence dans les autres cas.

5.3. Toute autre absence est considérée comme injustifiée.

Ainsi seront considérées comme injustifiées les absences pour convenance personnelle ; permis de conduire, anticipation ou prolongation de congés officiels, les absences à l'occasion de fêtes ne figurant pas au calendrier fixé par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elles entraînent un TI pour les évaluations qui auraient eu lieu durant ces absences.

Est considéré comme demi-journée d'absence injustifiée, l'absence non justifiée de l'élève à une **période de cours soit 50 minutes.**

Toute absence non justifiée inférieure à la période ainsi fixée n'est pas considérée comme une absence mais comme un retard et sanctionnée comme tel en application du règlement d'ordre intérieur.

Les absences injustifiées ne sont ni légalement justifiées ni justifiées par le chef d'établissement. Dès que l'élève compte plus de 9 demi-journées d'absence injustifiée, le chef d'établissement le signale impérativement à la D.G.E.O. – service du contrôle de l'obligation scolaire via le formulaire mis à sa disposition, afin de permettre à l'administration d'opérer un suivi dans les plus brefs délais.

Toute absence non justifiée dans les délais fixés est notifiée aux parents, à la personne investie de l'autorité parentale ou qui assume la garde en fait du mineur, au plus tard à la fin de la semaine pendant laquelle elle a pris cours.

Au plus tard à partir de la dixième demi-journée d'absence injustifiée d'un élève, le chef d'établissement ou son délégué convoque l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale par courrier recommandé avec l'accusé de réception.

A défaut de présentation à ladite convocation, le chef d'établissement délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel auxiliaire d'éducation. Le délégué du chef d'établissement établit un rapport de visite à son attention.

Selon la situation, le chef d'établissement pourra solliciter une visite au domicile de l'élève soit d'un agent du CPMS en accord avec sa direction, soit dans un second temps d'un médiateur/trice auprès de Madame la Directrice générale de l'enseignement obligatoire.

Le chef d'établissement peut aussi réaliser l'une de ces démarches à tout moment s'il estime nécessaire et ce, indépendamment de la procédure obligatoire.

5.4 Absence lors d'évaluations

Seule la maladie, attestée par une communication téléphonique et confirmée par un certificat médical remis le jour de la reprise, est acceptée comme motif d'absence y compris pour les bilans hors session.

Si cette procédure n'est pas respectée, le bilan est coté « TI ».

Absence lors d'**une interrogation** ou d'**un contrôle** :

Dans ce cas, l'élève se présente spontanément à son professeur lors du premier cours qui suit cette interrogation ou ce contrôle pour s'informer de la date d'une récupération éventuelle. Tant que l'élève ne remplit pas cette obligation, son évaluation sera cotée « TI ».

5.5 Dispense ou exemption du cours d'éducation physique : tout élève qui se présente à l'école est considéré comme apte à suivre tous les cours.

Exceptionnellement, les professeurs d'éducation physique peuvent exempter les élèves d'un cours, à leur demande ou à celle de leurs parents. L'élève se présente alors au bureau de la CPE pour y notifier sa présence. Il recevra un travail qu'il effectuera auprès d'un professeur d'éducation physique.

Une dispense de longue durée pour le cours d'éducation physique doit être justifiée par un certificat médical et pour un trimestre maximum. En aucun cas l'élève dispensé ou exempté n'est autorisé à quitter l'école sans l'accord précis de la direction.

Conformément aux directives ministérielles, les élèves dispensés ou exemptés restent dans l'école et font un travail écrit. Ce travail est décidé de commun accord avec le professeur et fera l'objet d'une évaluation, à chaque cours dans la majorité des cas ou au moins une fois par trimestre.

6. En cas d'absence d'un professeur

En cas d'absence inopinée d'un professeur, le délégué de classe ou son suppléant prévient l'éducateur. Les élèves n'entrent jamais dans un local de cours en l'absence d'un professeur.

Les élèves dont le professeur est absent doivent se rendre dans le local désigné, sous la surveillance d'un autre professeur. A cet effet, le plan de remplacement, affichée dans le hall d'entrée, avertit les élèves de tout changement d'horaire.

En cas de licenciement, les sorties se font exclusivement par le 143 rue Edith Cavell.

Avis de licenciement en cas d'absence d'un professeur aux premières ou dernières heures de la journée :

Les élèves du premier degré sont avertis de l'absence d'un enseignant par un avis dans le journal de classe. Cet avis de licenciement doit être dûment signé par les parents. Faute de signature, l'élève se présente auprès d'un éducateur et se conforme à ses instructions.

Les élèves de la 3^{ème} année peuvent, avec l'autorisation préalable de l'école, rentrer à leur domicile à partir de 14h50 (et à partir de 12h10 le mercredi), lorsque les cours sont exceptionnellement suspendus. En cas de licenciement en début ou en fin de journée, les parents seront avertis via le journal de classe.

Les élèves de 4^{ème} année peuvent, avec l'autorisation préalable de l'école, rentrer à leur domicile lorsqu'un ou plusieurs cours sont exceptionnellement suspendus en fin de journée en ce compris le mercredi. En cas de licenciement en début ou en fin de journée, les parents seront avertis via le journal de classe.

Les élèves du troisième degré peuvent, avec l'autorisation préalable de l'école, rentrer à leur domicile lorsqu'un ou plusieurs cours sont suspendus en fin de matinée, en début d'après-midi ou en fin de journée.

En aucun cas, l'élève ne quitte l'école durant le temps scolaire sans autorisation de la direction ou de son représentant (éducateur ou CPE).

7. Les intercours

Les périodes de cours durent 50 minutes. Aucun élève ne peut se dispenser d'y assister. En ce qui concerne d'éventuelles pauses à prendre lors de deux heures consécutives de cours, elles se prennent seulement si le professeur le juge opportun **et dans le local de cours**.

Si les élèves doivent changer de local, la circulation dans les couloirs se fait dans le calme et sans précipitation. Dans les escaliers, pour des raisons de sécurité, les montées et descentes se font du **côté droit**.

Le hall d'entrée est un lieu d'accueil pour tous les visiteurs de l'école. En conséquence, après 8h00, les élèves veilleront à le laisser dégagé en ralliant les lieux de récréation ou de cours, le plus rapidement possible.

8. Les récréations

Ce moment de détente, de 11h00 à 11h20, se prend en plein air, dans les cours de récréation ou au jardin : nul ne doit traîner dans les couloirs ni dans les classes, sauf en présence d'un professeur ! En aucun cas, les élèves ne peuvent quitter l'enceinte de l'école. Une vente de sandwiches a lieu au réfectoire. Toutefois, pour une question d'organisation, le réfectoire ne leur est pas accessible pour y manger.

Les élèves de 5^{ème} et 6^{ème} année sont autorisés à passer le temps de la récréation au deuxième étage dans le respect des locaux mis à leur disposition.

9. Pause de midi (13h00 – 13h55)

La pause de midi est le temps du repas, de la détente et des rencontres.

Les repas se prennent exclusivement au réfectoire ou dans le jardin en y respectant les règles de propreté et en aucun cas dans les couloirs de l'école. Après le repas, les élèves peuvent, soit rester au réfectoire jusqu'au moment de la remise en ordre et selon le discernement du surveillant éducateur, soit rejoindre leurs activités, soit se rendre au jardin, soit, selon les modalités prévues, aller au centre multimédia s'ils souhaitent travailler. Les élèves de 5^{ème} et 6^{ème} année peuvent rester dans l'espace mis à leur disposition. L'accès est toutefois réglementé avec l'éducateur de niveau.

Les élèves externes doivent être porteurs d'une carte de sortie.

Les élèves, de la 1^{ère} à la 4^{ème} année restent à l'école. Ils peuvent toutefois, si les parents les y autorisent, regagner leur domicile pour y prendre leur repas. Une réglementation particulière peut être adoptée pour les élèves de 4^{ème} qui recommenceraient leur année. En 5^{ème} et 6^{ème} années, sauf avis contraire des parents, notifié à l'aide du document du dossier de début d'année, tous les élèves reçoivent une carte de sortie. **Les élèves sont invités à ne pas stationner aux abords de l'école. Ils veilleront à respecter la quiétude et la propriété des riverains.**

L'élève qui n'a pas de carte de sortie et qui sort pendant le temps de midi n'est pas couvert par l'assurance de l'école.

Un élève qui ne possède pas de carte de sortie peut quitter l'école durant le temps de midi pour autant qu'il dispose d'une autorisation de la direction ou d'un de ses représentants (éducateurs, ...).

L'élève qui ne respecte pas les consignes énoncées ci-dessus peut se voir privé de la carte de sortie pour une période à déterminer selon le cas.

10. Services à disposition

10.1. Accès aux casiers, distributeurs, ...

Les distributeurs de boissons ne sont accessibles que durant les récréations.

L'utilisation des casiers est soumise à une réglementation particulière. Les élèves prendront soin de fermer le casier à l'aide de leur propre cadenas. Le règlement pour l'utilisation des casiers est collé dans le journal de classe de l'élève locataire. L'accès à ces casiers est limité à certains moments de la journée. Les élèves veillent à prévoir et organiser leurs documents de travail entre deux récréations. Pour éviter tout retard aux cours, ils ne sont pas autorisés à aller aux casiers pendant les interours.

Durant la récréation du matin, l'accès au casier est autorisé de 11h à 11h10.

10.2. L'infirmierie

En cas d'urgence, un local spécifique est accessible pour les élèves qui en font la demande au professeur/éducateur. Pour y avoir accès, l'élève se signale obligatoirement à l'accueil. Nous conseillons à chacun de se munir de ses propres remèdes en cas de nécessité.

10.3. Utilisation des valves

Toute personne qui souhaite afficher une information ou distribuer un tract doit demander au préalable l'autorisation à la direction ou à la personne responsable du panneau.

10.4. Procure

Elle est ouverte pour les élèves durant des temps de récréation. Les syllabi, manuels ou autre matériel y sont proposés.

10.5. Objets trouvés

Un local destiné aux objets trouvés est à disposition, l'élève s'informe à l'accueil.

F. Les attitudes scolaires attendues

1. La tenue vestimentaire

Une tenue **discrète**, **propre** et **décente** est exigée : elle s'inscrit dans le cadre du respect des personnes.

Discrète elle exprime une idée de simplicité et évite l'étalage, l'exubérance et le snobisme.

Propre elle implique l'hygiène corporelle et des vêtements soignés.

Décente le temps scolaire n'est pas un temps de vacances, une tenue classique s'impose donc.

A titre d'exemple, ne font pas partie de la tenue de l'élève :

- les vêtements débraillés, excentriques ou provocateurs (jeans effilochés, troués, délavés)
- les vêtements portés de telle manière qu'ils laissent voir les sous-vêtements,
- les mini-jupes, shorts, bermudas et culottes courtes,
- les cheveux longs pour les garçons (sauf s'ils sont attachés),
- les «piercing»,
- les boucle(s) d'oreilles pour les garçons,
- les chapeaux, casquettes, foulards, bonnets au sein de l'établissement,
- les vêtements ou survêtements de sport pendant les heures normales de cours,
- les effets de mode qui ne correspondent pas aux exigences de discrétion, de propreté et de décence,
- ...

De même, nul ne portera ostensiblement le signe de son appartenance confessionnelle.

2. La tenue d'éducation physique

Filles : Tee-shirt de l'école,
collant long ou court,
sandales de gymnastique ou baskets avec semelles ne laissant pas de marques sur le revêtement de sol.

Garçons : Tee-shirt de l'école,
short uni, coloris au choix,
sandales de gymnastique ou baskets avec semelles ne laissant pas de marques sur le revêtement de sol.

3. Le respect des personnes

Dans la vie au quotidien, nous souhaitons que l'élève comprenne que sa responsabilité d'étudiant à Notre-Dame des Champs est engagée, non seulement dans l'enceinte de l'école, mais aussi à l'extérieur de celle-ci, chaque fois que le lien entre sa situation d'élève et l'école est avéré. Il est conscient que ses activités et attitudes en public doivent être empreintes de serviabilité, de sens social et de respect de l'environnement. L'école n'est pas seulement un lieu où s'acquiert un savoir, elle est aussi un lieu où se poursuit l'éducation à la vie sociale.

Ceci implique de la part de tous une attitude d'attention, d'écoute et de respect. Ce respect doit s'appliquer aussi au projet éducatif et pédagogique de l'école. Nul n'affichera donc, dans ses propos, son attitude et/ou sa tenue, une opposition à ce projet.

Il est demandé à chacun d'appliquer les principes d'un savoir-vivre ensemble :

- être poli,
- respecter le calme,
- refuser toute forme de violence physique ou morale,
- être discret dans l'attitude personnelle et affective,
- l'usage de GSM, tout autre appareil audio et autres objets assimilés au sein de l'école est contraire aux règles essentielles de «savoir-être» et de « savoir-vivre ensemble ».Ceux-ci seront obligatoirement éteints et soustraits au regard dès l'entrée dans l'enceinte de l'école. Les objets confisqués sont restitués après de la CPE,
- ne pas apporter de skateboards, trottinettes : ils risquent de porter atteinte à la sécurité de chacun,
- ne pas apporter à l'école d'objets qui peuvent susciter la convoitise,
- ne détenir aucun objet destiné à l'agression,
- considérer le travail des autres,
- respecter les échéances fixées (pour les travaux, documents, signatures, etc.),
- ne pas manger, ni boire ni mâcher pendant les cours,

- l'introduction, la détention ainsi que la consommation, au sein de l'établissement ou à l'occasion de toutes activités scolaires, de substances stupéfiantes ou alcoolisées est interdite et passible de sanction disciplinaire. Lorsqu'il y a des indices flagrants, la Direction se réserve le droit de retenir l'élève et de solliciter l'intervention de la police tout en veillant à prévenir les parents. Lorsque la sauvegarde de l'intérêt général le justifie au regard d'une situation de danger imminente, la Direction se réserve le droit de procéder elle-même à la fouille du cartable, du casier, de l'élève.

Toute forme de fraude est un manque de respect de soi et d'autrui. Elle est prohibée. La tricherie ou la tentative de tricherie seront sanctionnées par un résultat T.I. à l'épreuve concernée.

Code de bonne utilisation des TIC (Techniques d'information et de communication)

L'école rappelle qu'il est strictement interdit, par l'intermédiaire d'un écrit, site Internet quelconque ou autre moyen de communication (blogs, Facebook, You tube, ...) :

- De porter atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la dignité des personnes ou à la sensibilité des élèves les plus jeunes (site à caractère extrémiste, pornographique) ;
- De porter atteinte de quelque manière que ce soit aux droits à la réputation, à la vie privée et à l'image de tiers, entre autres, au moyen de propos injurieux, images dénigrantes ou diffamatoires, ... ;
- De porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, aux droits d'auteur de quelque personne que ce soit ;
- D'utiliser, sans l'autorisation préalable de l'intéressé ou sans en mentionner son auteur, des informations, données, fichiers, photographies, logiciels ou bases de données qui ne lui appartiennent pas ou qui ne sont pas libres de droit ;
- D'inciter à toute forme de haine, violence, racisme, ... ;

- D'inciter à la discrimination d'une personne ou d'un groupe de personnes ;
- De diffuser des informations qui peuvent ternir la réputation de l'école ou être contraires à la morale et aux lois en vigueur ;
- De diffuser des informations fausses ou dangereuses pour la santé ou la vie d'autrui ;
- D'inclure sur son site des adresses renvoyant vers des sites extérieurs qui soient contraires aux lois et règlements ou qui portent atteinte aux droits des tiers ;
- De s'adonner au piratage informatique tel qu'incriminé par l'article 550 ter du Code pénal.
- Toute atteinte dont serait victime soit l'école, soit un des membres de la communauté scolaire sera susceptible d'une sanction disciplinaire, sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles et ce, y compris à l'occasion de l'utilisation des réseaux sociaux tant dans le cadre privé que scolaire.

AVERTISSEMENT

Les fournisseurs d'accès Internet ont l'obligation de surveiller ce qui se passe sur leur réseau (site, chat, news, mail,...). Lorsque les élèves utilisent le réseau pédagogique de l'école, ils sont bien conscients que cette connexion n'est ni personnelle, ni privée et que cette utilisation est tracée (enregistrée) et susceptible d'être contrôlée.

4. Le respect des biens

Le respect des personnes conduit au respect des biens.

Chaque élève est responsable de son matériel et de ses effets personnels. L'école ne peut être tenue pour responsable de la perte ou de la disparition d'objets, même de valeur. Chacun veillera donc à adopter une attitude qui ne provoque pas la convoitise.

4.1 Propreté des locaux

Chacun contribuera à la propreté et à l'ordre des lieux qu'il fréquente. Il témoigne ainsi du respect du travail accompli par le personnel d'entretien.

4.2 Détérioration, vol

Ils entraînent la responsabilité de celui qui en est l'auteur.

Il est demandé aux élèves de ne pas apporter de vêtements ou d'objets de valeur.

Il est demandé aux parents de marquer les vêtements.

L'école décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou de dommage matériel causé à autrui.

4.3 Les locaux spécialisés (atelier de technologie, laboratoires de langues et de sciences, locaux d'informatique, salles de gymnastique, centre multimédia, etc.) contiennent un matériel coûteux, souvent fragile, parfois dangereux. Il est impératif d'y respecter les consignes.

En cas de non-respect, l'élève est sanctionné selon la gravité des faits. Tout élève jugé responsable d'un dommage doit rembourser les frais ou assurer une réparation, au besoin par un travail d'intérêt général.

5. La sécurité

Les accès intérieurs et extérieurs de l'école doivent être libérés. Pour les élèves qui le souhaitent, le rangement des mobylettes peut se faire dans les parkings prévus à cet effet le long de la grille et de la haie et en aucun cas sur l'esplanade. Le rangement des vélos peut se faire sous le hangar. Ils sont fixés à l'aide d'un cadenas. Le rangement des motos se fait à l'extérieur de l'école. L'école décline toute responsabilité en cas de vol ou de détérioration.

- Il est formellement interdit de toucher au matériel de protection contre l'incendie : extincteurs, signaux d'alarme, clés, etc.

Pour rappel, fumer nuit gravement à la santé (AR 31.03.1987)

- La cigarette est strictement prohibée dans toute l'école : bâtiments, cours de récréation, jardin, esplanade, etc. De même, l'usage de briquets et d'allumettes est strictement interdit dans l'école pour **tous** les élèves.

!!! L'école se montrera intraitable pour tout ce qui touche au domaine de la sécurité !!!

6. Les attitudes sur le chemin de l'école

Le respect des personnes et des biens est également exigé sur le chemin de l'école.

De manière générale (matin, midi et soir), les élèves ne s'attardent pas aux abords de l'établissement (pas de sitting devant les grilles ou sur les pas de porte).

7. Les déplacements dans le cadre d'activités

7.1. En 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} année :

Pour toute activité extérieure à l'établissement coïncidant avec le début ou la fin de la journée de classe (chacun selon son horaire) ainsi que pour toute activité parascolaire, l'élève fait le déplacement entre son domicile et le lieu de rendez-vous par ses propres moyens, sauf avis contraire des parents, notifié à l'aide du document ad hoc du dossier de début d'année.

Dans ce dernier cas, l'élève effectue les déplacements sous l'autorité du professeur et selon le mode indiqué. Il en est de même, pour tous les élèves de ces années, lorsque les activités ont lieu pendant la journée d'école ou lorsque le professeur donne des directives particulières.

Seul l'élève muni d'une carte de sortie peut effectuer par ses propres moyens les déplacements qui se font sur le temps de midi, avec l'autorisation de ses parents notifiée dans le dossier de début d'année. Il peut dans ce cas quitter l'établissement à 13 heures.

7.2 En 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} année :

Pour toute activité extérieure à l'établissement coïncidant avec le début ou la fin de la journée de classe (chacun selon son horaire) ainsi que pour toute activité parascolaire, l'élève fait le déplacement entre son domicile et le lieu de rendez-vous par ses propres moyens ou selon les directives du professeur.

Il en est de même pour les activités extérieures qui se déroulent pendant la journée de classe, sauf avis contraire des parents, notifié à l'aide du document ad hoc du dossier de début d'année. Dans ce dernier cas, l'élève effectue les déplacements sous l'autorité du professeur et selon le mode indiqué.

Si les parents acceptent les déplacements autonomes de leur fils ou de leur fille, ils en indiquent les modalités sur le même document. Seul l'élève qui a une carte de sortie, peut quitter l'établissement à 13 heures pour une activité extérieure débutant à 14 heures.

7.3 Pour toutes les années :

Il est strictement interdit de faire de l'auto stop ou de prendre place comme passager sur le deux-roues d'un autre élève. L'assurance de l'école couvre les trajets dans les limites du contrat (voir point I. du présent règlement : Les assurances).

8. Les activités parascolaires

Notre projet pédagogique privilégie les activités de découvertes et les activités culturelles. Une lettre ou un mot au journal de classe de l'élève informe les parents (ou l'élève majeur) du lieu et du moment de l'activité (obligatoire ou facultative), des modalités de l'organisation et du prix.

Pendant ces activités, l'élève est tenu de respecter le présent règlement auquel peut s'ajouter le règlement propre à la structure d'accueil, de visite ou d'hébergement.

Pour les voyages de plusieurs jours, le règlement d'ordre intérieur reste d'application.

- Pour tous les élèves, il est interdit de fumer, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le responsable de l'activité.
 - Il est strictement interdit de fumer dans les cars, les chambres et les bâtiments publics.
 - Les élèves sont tenus de se conformer aux instructions données par les professeurs et/ou les guides. Ils doivent informer les accompagnateurs de toute initiative non prévue au programme et accepter qu'elle soit négociée ou interdite.
 - Pour des raisons de sécurité, il est obligatoire que les élèves restent toujours par groupes de 4 élèves minimum.
 - Sont prohibées, les boissons alcoolisées et toute substance aliénante (joint, boisson euphorisante, etc...) comme elles le sont dans le cadre de la vie scolaire.
 - Le non-respect des consignes et du présent règlement entraîne une sanction sur place et/ou au retour.
- Les voyages scolaires s'intègrent dans le parcours pédagogique des élèves. Y participer constitue donc une obligation à laquelle sont soumis également les élèves qui recommenceraient leur année.

La gravité éventuelle des faits est sanctionnée par le renvoi de l'élève à Bruxelles, aux frais des parents ou de l'élève majeur.

G. Les contraintes de l'éducation

1. Les sanctions

Les sanctions prises à l'égard de l'élève seront proportionnelles à la gravité des faits et à leurs antécédents. Elles sont notifiées à l'élève et à ses parents par un avis au carnet de bord (1^{er} degré) ou au journal de classe qui sera contresigné par les parents afin de s'assurer qu'ils ont pris connaissance des griefs.

Les mesures prises visent à faire prendre conscience à l'élève que le respect de ce règlement est nécessaire pour le responsabiliser et pour permettre à chacun de vivre sa scolarité sereinement.

Selon le cas, un **rapport d'incident** sera établi par la Conseillère Principale en Education (CPE) en concertation avec le professeur et/ou l'éducateur. La direction en sera avertie.

Selon la gravité du cas, les parents seront convoqués et l'élève sera entendu par la direction ou son (sa) délégué(e). Un courrier relatant les faits et les mesures envisagées sera envoyé aux parents.

Les mesures disciplinaires suivantes peuvent être prises :

- *Le rappel à l'ordre et/ou l'avertissement :*
Toute personne, membre de l'établissement, est susceptible de notifier au journal de classe une remarque à faire signer par les parents.
- *La punition à domicile :*
Un travail écrit peut être demandé à l'élève par toute personne, membre de l'établissement.
- *La confiscation :*
L'élève est tenu de remettre tout objet délictueux ou interdit par le règlement. L'objet confisqué lui sera restitué à une date précisée par la CPE.
- *L'obligation de rentrer à son domicile :*
Tout élève qui se présente à l'école dans une tenue qui ne respecte pas ce règlement ou sans les documents administratifs qui lui ont été demandés est susceptible de rentrer à son domicile. Les parents des élèves des 1^{ères}, 2^{èmes} et 3^{èmes} années seront avertis par téléphone pour accord.
- *L'exclusion ponctuelle d'un cours :*
L'élève exclu d'un cours se présente auprès de la Conseillère Principale en Education (CPE). Un rapport d'incident est établi. L'élève se conforme aux consignes qui lui sont données.
- *Le travail d'intérêt général :*
Pour ce type de sanction, l'élève participera activement à un travail de nettoyage ou de remise en ordre des locaux ou du jardin.
- *La retenue en début ou fin de journée :*
L'élève est susceptible de se présenter à l'école dès 7h45 ou d'y rester jusqu'à 17h00 pour y réaliser un travail écrit ou un travail d'intérêt général.
- *La retenue pédagogique :*
L'élève y effectuera un travail remis par le professeur. Elle a lieu le mercredi de 13h15 à 15h15 au local R04.
- *La retenue disciplinaire :*
Elle a lieu le mercredi de 13h15 à 15h15 à l'auditoire .L'accumulation de 3 retenues disciplinaires ou l'absence à une retenue – quelle qu'elle soit – peut conduire l'élève à 1/2 jour de renvoi.
Les élèves du 1^{er} degré qui doivent se rendre à la retenue ne peuvent pas quitter l'établissement sur le temps de midi. Ils prévoient un pique-nique. Ils suivent les consignes données par les éducateurs.
- *L'exclusion provisoire (le renvoi) :*
Les renvois se font de 8h25 à 15h40 à l'école ou à domicile. La direction peut appliquer une sanction d'exclusion temporaire de l'école ou d'un cours. L'exclusion ne peut, dans le courant d'une même année scolaire, excéder 12 demi-journées. A la demande du chef d'établissement, le ministre peut y déroger dans des circonstances exceptionnelles.

La retenue disciplinaire et l'exclusion provisoire ont la valeur d'un avertissement sérieux qui mettent en évidence la gravité de faits reprochés à l'élève.

Les travaux écrits exigés lors des sanctions sont à remettre à qui de droit, terminés et soignés. Si tel n'est pas le cas, l'élève s'expose à une sanction de plus grande gravité.

2. L'exclusion définitive

Un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement subventionné ne peut en être exclu définitivement que si les faits dont l'élève s'est rendu coupable

- compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'établissement ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave.
- portent atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève.

L'élève majeur qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de vingt demi-jours d'absence injustifiée peut être exclu de l'établissement.

Qu'ils se passent *dans l'enceinte de l'établissement, sur le chemin de celui-ci ou dans le cadre d'activités scolaires organisées en dehors de l'enceinte de l'école*, les faits graves suivants sont considérés comme pouvant justifier l'exclusion définitive prévue aux articles 81 et 89 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre :

- tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel de l'établissement ;
- le fait d'exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel de l'établissement une pression psychologique insupportable par menaces, insultes, injures, calomnies ou diffamation ;
- l'introduction ou la détention par un élève au sein de l'établissement scolaire ou dans son voisinage immédiat de quelque arme que ce soit visée, sous quelque catégorie que ce soit, à l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et aux commerces de munitions ;
- tout acte de violence sexuelle à l'encontre d'un élève ou d'un membre du personnel de l'établissement ;
- toute manipulation hors de son usage didactique d'un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures ;
- l'introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein de l'établissement scolaire ou dans son voisinage immédiat de substances inflammables sauf dans le cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci ;
- l'introduction ou la détention par un élève au sein de l'établissement scolaire ou dans son voisinage immédiat de tout instrument, outil, objet tranchant contondant ou blessant ;
- l'introduction ou la détention par un élève au sein de l'établissement ou dans son voisinage immédiat de substances visées à l'article 1^{er} de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l'usage, le commerce et le stockage de ces substances ;

Chacun de ces actes sera signalé au centre psycho-médico-social de l'établissement dans les délais appropriés, comme prescrit par l'article 29 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

L'élève sanctionné et ses responsables légaux sont informés des missions du centre psycho-médico-social, entre autres, dans le cadre d'une aide à la recherche d'un nouvel établissement.

Après examen du dossier et sans préjudice de l'article 31 du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école, le service compétent pour la réinscription de l'élève exclu peut, si les faits commis par l'élève le justifient, recommander la prise en charge de celui-ci, s'il est mineur, par un service d'accrochage scolaire. Si l'élève refuse cette prise en charge, il fera l'objet d'un signalement auprès du Conseiller de l'Aide à la Jeunesse.

Sans préjudice de l'article 30 du Code d'Instruction criminelle, le chef d'établissement signale les faits visés plus haut, en fonction de la gravité de ceux-ci, aux services de police et conseille la victime ou ses responsables légaux, s'il s'agit d'un élève mineur, sur les modalités de dépôt d'une plainte.

Les sanctions d'exclusion définitive et de refus de réinscription sont prononcées par le Pouvoir Organisateur ou son délégué, conformément à la procédure légale.

Préalablement à toute exclusion définitive ou en cas de refus de réinscription, le chef d'établissement convoquera l'élève et ses parents ou la personne responsable s'il est mineur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette audition a lieu au plus tôt le 4^{ème} jour ouvrable qui suit la présentation de la convocation envoyée par courrier recommandé.

La convocation reprend les griefs formulés à l'encontre élève et indique les possibilités d'accès au dossier disciplinaire. Lors de l'entretien, l'élève et/ou ses parents ou la personne responsable peuvent se faire assister par un conseil. Au terme de l'entretien, l'élève ou ses parents, s'il est mineur, signent le procès-verbal de l'audition. Au cas où ceux-ci refuseraient de signer le document, ce refus est constaté par un membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation et n'empêche pas la poursuite de la procédure. Si l'élève et/ou ses parents ou la personne responsable ne donnent pas de suite à la convocation, un procès-verbal de carence est établi et la procédure disciplinaire peut suivre normalement son cours.

Si la gravité des faits le justifie, le chef d'établissement peut décider d'écarter l'élève provisoirement de l'établissement pendant la durée de la procédure d'exclusion définitive. Cet écartement ne peut dépasser 10 jours d'ouverture d'école.

Cette mesure d'écartement provisoire, qui ne constitue pas une sanction, est confirmée à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur dans la lettre de convocation visée ci-dessus.

Préalablement à toute exclusion définitive et après avoir entendu l'élève et ses parents, le chef d'établissement prend l'avis du conseil de classe.

L'exclusion définitive, dûment motivée, est prononcée par le Pouvoir Organisateur ou son délégué et est signifiée par recommandée à l'élève s'il est majeur, à ses parents ou à la personne responsable s'il est mineur.

La lettre recommandée fera mention de la possibilité de recours contre la décision du chef d'établissement si celui-ci est délégué par le Pouvoir Organisateur en matière d'exclusion. La lettre recommandée sort ses effets le 3^e jour ouvrable qui suit la date de son expédition. Elle fera mention de l'adresse de la Commission décentralisée d'aide à l'inscription dont dépend l'école.

Ses parents ou la personne responsable s'il est mineur, l'élève s'il est majeur, disposent d'un droit de recours à l'encontre de la décision prononcée par le délégué du Pouvoir Organisateur devant le Conseil d'Administration du Pouvoir Organisateur.

Sous peine de nullité, ce recours sera introduit par lettre recommandée adressée au Pouvoir Organisateur dans les 10 jours ouvrables qui suivent la notification de la décision d'exclusion définitive.

L'instance de recours doit statuer sur celui-ci au plus tard le 15^{ème} jour d'ouverture de l'école qui suit la réception du courrier introduisant l'action. Si le courrier parvient pendant les vacances scolaires d'été, l'instance de recours doit statuer pour le 20 août.

Le recours n'est pas suspensif de l'application de la sanction.

Le refus de réinscription l'année scolaire suivante est traité comme une exclusion définitive. Il est notifié au plus tard le 5 septembre.

3. Après l'exclusion

Le CPMS de l'établissement scolaire se tient à la disposition de l'élève et de ses parents dans le cadre d'une aide à la recherche d'un nouvel établissement, en ce compris pour une éventuelle réorientation.

H. Divers

1. Les assurances

Tout accident, quelle qu'en soit la nature, dont est victime un élève dans le cadre de l'activité scolaire doit être signalé dans les meilleurs délais au bureau d'accueil de l'école qui remettra le document ad hoc à faire remplir par le médecin.

Le Pouvoir Organisateur a souscrit différents contrats :

- 1) Une assurance «responsabilité civile » qui couvre les dommages corporels ou matériels causés à des tiers par une faute
 - du Pouvoir Organisateur,
 - de la direction ou du personnel de l'établissement,
 - des élèves (sous l'autorité de l'établissement).
- 2) Une assurance «frais médicaux» qui, en cas d'accident, rembourse les frais médicaux après intervention de la mutuelle (voir limites d'intervention dans les conditions particulières).
- 3) En outre, une assurance complémentaire « individuelle » peut être souscrite par les parents. La souscription de cette assurance est absolument libre. Des précisions sont données à ce sujet dans le dossier de début d'année.

L'assurance «responsabilité civile» ne couvre que les activités scolaires et parascolaires. Les assurances «frais médicaux» et «individuelle» complémentaires couvrent les activités scolaires et parascolaires ainsi que les accidents sur le chemin de l'école, c'est-à-dire le chemin **habituel** entre l'établissement scolaire et

le domicile ou la résidence. La «responsabilité civile» que les élèves pourraient encourir sur le chemin de l'école est normalement couverte par une assurance responsabilité civile familiale des parents.

Les parents qui désirent obtenir une copie des contrats d'assurances peuvent en faire la demande par écrit.

2. Bourses et prêts d'études, allocations familiales

L'école se tient à la disposition des parents pour leur donner des précisions concernant ces divers domaines (renseignements disponibles à l'accueil).

3. Adresses utiles

3.1. Promotion de la santé à l'école (PSE)

av. J. et P. Carsoel, 2
1180 Bruxelles
Tél. : 02/374.75.05.

En cas d'urgence après 16h30, les week-ends et congés scolaires : 0479.83.21.24

La Promotion de la Santé à l'Ecole est obligatoire et gratuite.

La promotion de la santé à l'école consiste en :

- 1° la mise en place de programmes de promotion de la santé et de promotion d'un environnement scolaire favorable à la santé ;
- 2° le suivi médical des élèves, qui comprend les bilans de santé individuels et la politique de vaccination ;
- 3° la prophylaxie et le dépistage des maladies transmissibles ;
- 4° l'établissement d'un recueil standardisé de données sanitaires.

Un bilan santé est prévu pour certaines classes déterminées par le centre P.S.E. Les parents qui le souhaitent peuvent assister à l'examen médical dont la date leur sera annoncée. Tous les élèves peuvent bénéficier d'exams sélectifs (à leur propre demande, à celle de leurs parents, de leurs professeurs ou du P.M.S.).

En cas de refus des parents ou de la personne responsable de faire examiner le jeune par le service de PSE, ceux-ci sont tenus de faire procéder au bilan de santé individuel par un autre service.

A défaut de se conformer à ces dispositions, les parents ou la personne responsable peuvent être punis d'une amende et d'un emprisonnement, conformément à l'article 29, §§ 1 et 2 du décret du 20 décembre 2001.

3.2. Centre Psycho-Médico-Social libre (P.M.S) :

avenue Coghen 217
1180 Bruxelles
Tel. : 02/226.41.30

Le Centre P.M.S. d'Uccle met à la disposition des élèves et des parents une équipe de psychologues, assistant social, infirmière formés au dépistage et au diagnostic des problèmes psychologiques et pédagogiques. Il aide les élèves et les parents à clarifier les problèmes qui se posent dans le cas de difficultés scolaires, de difficultés psychologiques, psychosociales et pour le choix d'une orientation d'études.

Il répond à toutes les questions sur simple demande formulée aux responsables

- soit en téléphonant au Centre P.M.S.
- soit en venant aux permanences organisées dans l'école.

Toute consultation ou examen est gratuit.

4. Protection des données personnelles

Déclaration relative au traitement des données à caractère personnel et publication de photos.

(Voir documents dans le dossier « début d'année » et site de l'école www.e-ndc.org).

III. DISPOSITIONS FINALES

Le présent Règlement d'Ordre Intérieur ne dispense pas les élèves, leurs parents ou la personne responsable, de se conformer aux textes légaux, règlements et instructions administratives qui les concernent, ainsi qu'à toute recommandation émanant de l'établissement. La responsabilité et les diverses obligations des parents ou de la personne responsable prévues dans le présent Règlement d'Ordre Intérieur, deviennent celles de l'élève lorsque celui-ci devient majeur. Les parents de l'élève majeur restent cependant les interlocuteurs privilégiés de l'équipe éducative, lorsque ceux-ci continuent, malgré la majorité de l'élève, à prendre en charge sa scolarité. (cfr D.2)